L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 7 DECEMBRE 1861. 55me Année.

Hatfield, Bennet & Cie., Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
MERCREDI, 7 DECEMBRE 1861.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

EDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

EDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

VENTE A L'ENCAN.

Par Chas. M. Reed, à la Bourse d'Encan St. Charles, rue St-Charles, maison cottage rue Amelie et Fenelon, deux beaux lots de terre.

Par Albert Paul, au No 38 rue Royale, un lot de montres en or et en argent.

MESSAGE

—DU—

PRESIDENT.

Nous avons reçu, pendant la nuit, par le télégraphe, le texte complet du Message du président Arthur. Le temps nous manquant pour le traduire et le donner en entier, nous nous bornons à en publier un sommaire. Le manifeste présidentiel débute ainsi :

Une effroyable calamité est venue éprouver le peuple américain depuis que ces représentants ont siégé pour la dernière fois dans la salle où vous allez délibérer. Sans ce cruel événement nous pourrions nous féliciter sans réserve de la prospérité inouïe que le ciel nous a accordée. Les récoltes ont été abondantes, l'industrie a été florissante, les maladies nous ont épargnés. Nos relations avec les gouvernements étrangers sont très satisfaisantes. Nous devons en être reconnaissants à Dieu. S'il a cru devoir, dans ses impénétrables desseins, nous enlever le chef illustre et bien-aimé qui présidait naguère aux destinées de la République, nous n'avons qu'à courber la tête, et à nous soumettre à sa volonté. Le souvenir des vertus, de ses belles actions, de sa noblesse de caractère et du patriotisme du citoyen éminent dont nous déplorons la perte vivra à jamais dans notre mémoire. La nouvelle de sa mort a provoqué les plus touchantes manifestations de la part des puissances étrangères; les témoignages de sympathie nous sont venus de toutes parts.

Les bons rapports qui existent entre notre pays et la Grande-Bretagne n'ont jamais été aussi marqués qu'en ce moment. C'est pour reconnaître ce fait saillant qu'à l'occasion du Centenaire de Yorktown, j'ai fait tirer un salut en l'honneur du pavillon anglais. A l'exception d'une correspondance à propos du Canal de Panama, je n'ai presque rien à signaler dans les relations entre les deux pays.

Le président a reconnu quelques Iles dans la grande exposition de Panama-lle et passe immédiatement après aux affaires indiennes. Les troupes ont l'ordre d'éviter tout conflit avec les tribus sauvages qui habitent de l'autre côté de nos frontières.

Les excellents rapports existant entre la France et les Etats-Unis ont été consolidés et fortifiés par la célébration du centenaire de Yorktown. Nous avons été heureux de recevoir les descendants de Lafayette et de ses braves compagnons d'armes, nos alliés dans la guerre de l'Indépendance.

Ici un mot de la conférence monétaire tenue à Paris. Les délégués des différents gouvernements n'ont pu se mettre d'accord, mais il y a eu entre eux un échange de vues qui a fait faire un grand pas à la question du monométallisme, opposé au bimétallisme, qui l'a éclairée sous toutes ses faces, et qui sera d'un grand secours pour la conférence de l'année prochaine.

A l'Exposition électrique de Paris, les Etats-Unis étaient dignement représentés, et nos savants ont reçu de flatteuses récompenses.

Aucune nouvelle question n'a été soulevée en Allemagne au sujet des sujets de l'Empereur Guillaume qui, après s'être fait naturaliser américains sont retournés dans le pays natal. La participation des descendants du baron Von Steuben à la célébration de Yorktown et Pascoull empressé qui leur a été fait par nos concitoyens témoignent hautement des relations cordiales qui existent entre l'Allemagne et les Etats-Unis.

Les plus franches amitié a marqué nos rapports avec l'Espagne. Une convention conclue en février dernier fixe le terme aux travaux de la commission des réclamations hispano américaines. Le cabinet de Madrid a été invité à régler les indemnités reconnues valides, et il n'y a aucune raison de douter qu'il ne s'empresse de le faire.

Les résolutions de condoléance votées par le Sénat au sujet de l'assassinat du czar Alexandre ont été communiquées au gouvernement russe qui à son tour s'est hâté de nous transmettre l'expression de ses regrets et de sa douleur à propos du meurtre de notre regretté président. Il serait utile de fortifier encore davantage la ligne qui nous unissent à la Russie, afin que nos concitoyens soient traités dans ce pays avec toute la considération qui leur est dûe, notamment ceux de nos concitoyens qui professent le culte israélite et qui ne pourraient sans violement des lettres religieuses engagées dans l'empire du czar.

Il a été conclu avec l'Italie une convention consulaire supplémentaire pour mettre fin au conflit de juridiction auquel donnaient lieu les crimes commis sur la haute mer. D'importantes conférences internationales ont eu lieu en Italie dans le courant de l'année.

Le cabinet américain a échangé une correspondance avec la Porte pour assurer à nos missionnaires la protection qui leur est dûe.

Le gouvernement suisse a encore sollicité les bons offices des agents diplomatiques et consulaires des Etats-Unis en vue de la protection de son citoyens dans les pays où il n'est pas représenté. Cette demande a été accordée dans des limites convenables.

Les agents américains en Suisse ont été chargés de protester contre la conduite des autorités de certaines communes qui permettaient à des criminels d'immigrer aux Etats-Unis. Plusieurs de ces individus ont été renvoyés par les steamers qui les avaient transportés.

Des traités de commerce et de navigation ont été conclus avec la Roumanie et le Pérou.

Les relations amicales des Etats-Unis avec le Mexique ont été constamment maintenues. Le gouvernement américain n'a négligé aucun effort pour [illegible] de rapports convenables entre la république [illegible] de l'intérieur de [illegible] de fer.

Les Etats-Unis ont des relations de cette grande amitié avec les républiques de l'Amérique centrale. Il n'y a pas eu de rupture entre le Mexique et le Guatemala.

La question des limites entre le Costa Rica et la Colombie a été laissée à l'arbitrage du roi des Belges, d'abord, ensuite à celui de l'Espagne, et à celui du Président de la Confédération Argentine. Le gouvernement américain ayant des intérêts à protéger dans l'un de ces deux pays, veillera à ce qu'ils soient jugés.

Le percement d'un canal à travers l'isthme de Panama est d'une grande importance nationale. Les Etats-Unis n'ont pas oublié les obligations solennelles que leur impose le traité qu'ils ont conclu, en 1846, avec la Colombie, en ce qui est de la neutralité indépendante et souveraine du territoire que doit traverser le canal. Le gouvernement américain a appris que la Colombie a proposé aux puissances européennes de s'unir dans le but de garantir la neutralité du canal projeté. Une pareille garantie serait en contravention directe avec notre obligation de garantir, seule, l'intégrité du territoire colombien et la neutralité du canal lui-même.

Toute garantie étrangère, ainsi que l'a dit le regretté président Garfield aux puissances européennes, pourrait être considérée comme superflue et hostile.

Les Etats-Unis ont proposé à l'Angleterre de modifier le traité Clayton-Bulwer de 1850 et d'en effacer les clauses qui seraient de nature à porter atteinte aux obligations du gouvernement américain à l'égard de la Colombie.

Le rétablissement de la paix entre le Chili, la Bolivie et le Pérou, est vivement à désirer dans l'intérêt des institutions républicaines sur ce continent. Par suite d'un malentendu quant à la position des Etats-Unis dans le différend, un envoyé spécial a été accrédité auprès de chacun des trois gouvernements. Cet envoyé a des instructions qui, il faut l'espérer, ramèneront les relations amicales entre les belligérants.

Le Vénézuela est toujours l'ami du gouvernement américain et pais très réellement, tous les mois, sa part de la dette diplomatique.

Il est à regretter que le commerce des Etats-Unis avec le Brésil — commerce dont on attendait de grands avantages — ait été interrompu par le retrait des steamers américains qui faisaient le service entre les ports des deux pays.

Grâce aux bons offices du ministre des Etats-Unis à Buenos-Ayres, un traité a été conclu entre la République Argentine et le Chili relativement à la question des limites de la Patagonie.

Le traité conclu dernièrement avec la Chine a été ratifié des deux côtés. Il y est défendu aux citoyens et aux navires américains de participer au commerce de l'opium. Cette prohibition prouve le désir du gouvernement et du peuple des Etats-Unis de seconder la Chine dans les efforts qu'elle fait pour mettre un terme à un trafic démoralisant et destructeur.

Le rapport du secrétaire du Trésor présente un détail un exposé très satisfaisant des finances de l'Etat. Les revenus ordinaires de toutes sources pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1861, provenant des douanes ont été de $198,-159,676 ; du revenu de l'intérieur $102,264,385 ; de la vente des terres publiques $2,101,863 ; de la taxe sur la circulation et dépôts des banques nationales $8,116,115 ; du payement de l'intérêt par les compagnies des chemins de fer Pacifique $810,833 ; du fonds d'amortissement pour les chemins de fer de Pacifique $85,180 ; des douanes, droits de tonnage, pénalités, etc. $1,-225, 514,86 ; de droits, [illegible] consulaires, lettres patentes et terres $2,244,983 ; de ventes des propriétés du gouvernement $262,174 00 ; des profits sur la monnaie $3,468,845 ; des revenus du District de Columbia $2,016 ; de diverses sources $6 206,880. Total des recettes ordinaires $360,782,292.

Les dépenses ordinaires pour la même période ont été pour le civil de $17,941, 177 ; pour les relations étrangères de $1,013,954 ; pour affaires indiennes $6,514,161 ; pensions $50,059,179. Etablissements militaires, y compris les améliorations des ports et rivières et arsenaux $40,460,460 ; établissements maritimes, y compris navires, machines et améliorations dans les arsenaux $15,686,671.

Diverses dépenses y compris les bâtisses publiques, les phares et collection de revenus $41,837,280 ; pour dépenses à cause du District de Colombie $3,543,-912 ; pour intérêt sur la dette publique $82,508,741 ; pour primes sur bons achetés $1,061,248. Total des dépenses ordinaires $260,712,887, laissant un surplus de revenu de $100,069,440, qui a été employé comme suit :

Au rachat de bons pour le fonds d'amortissement, $74,371, 200 ; circulation fractionnelle pour le fonds d'amortissement, $172 001 ; emprunt de février 1861, $7,418,000 ; 10-40 de 1864, $2,016,150 ; 5 20 de 1862, $18,300 ; 5-20 de 1864, $13,400 ; 5-20 de 1865, $37,300 ; consolidés de 1865, $959,150 ; consolidés de 1868, $327,400 ; indemnité texienne : capital $1000 ; ancienne demande, intérêt compris et autres billets, $18,930, augmentation d'espèces dans le trésor, $13,-637,023. Total, $100,069,404.

Les besoins du fonds d'amortissement pour l'année s'élèvent à $90,786,064, laquelle somme comprenait une balance de $49,817,127, à laquelle il n'avait pas été pourvu pendant l'année fiscale précédente. La somme de $74,543,320 a été appliquée à ce fonds qui laisse un déficit de $16,305,873.

L'augmentation de l'année 1881 sur les années précédentes est de $29,352,901. On estime que les recettes pendant la présente année fiscale atteindront $400,000,000 ; les dépenses $270,000,-000, laissant un surplus de $130,000,-000 applicable au fonds d'amortissement et au rachat de la dette publique.

J'approuve la recommandation du secrétaire du Trésor qu'il faut pourvoir au retrait prochain des certificats d'argent et qu'il faut rappeler la loi requérant leur émission. Ils feront émis conformément à la politique du gouvernement pour mettre l'argent sur le pied de l'or et feront faits recevables pour toutes taxes de douanes et de dettes publiques qui s'élèvent à 66 millions, environ. Ils formant une addition au papier de circulation, dont un montant suffisant peut facilement être obtenu des banques.

Le secrétaire est d'avis que l'émission des certificats d'or ne devrait pas être reprise pour le moment, et suggère qu'il soit interdit à la Banque Nationale de retirer sa circulation, excepté après dûs notice de son intention de le faire.

Le revenu des Douanes pour la dernière année fiscale a été de $98,159,-676, ce qui est une augmentation de $11,637,611. Il a été collecté $138 098,562 dans le port de New-York seul, ce qui laisse $50,251,113 pour tous les autres ports.

Les dépenses de collection pour l'année dernière ont été de $6,419,345, ce qui est une augmentation de $787,410.

Le grosse valeur des importations, y compris les marchandises d'automne, a diminuée de plus de 25 millions. La diminution la plus marquée a été dans la valeur des articles de laine, $14,023,682.

La valeur du sucre importé a augmenté de $7,457,474 ; de rails d'acier, $4,345-521 ; marchandises américaines, $883,-925,947 ; marchandises étrangères, $18-451,399 ; total $902,377,346. Importations de marchandises, $642,664,628. Excédent des exportations sur les importations, $259,712,718. Exportations et importations, $1,545,041,974. Comparativement à l'année précédente, il y a eu une augmentation de $66,738,688 en valeurs d'exportation, et diminution de $25,290,110 dans la valeur des importations.

La plus grande exportation d'espèces a été en 1864, quand elle s'est élevée à $92,280,929 ; mais pendant l'année qui a fini le 30 juin 1880, l'importation des espèces a excédé les exportations de $7,589,139, et durant l'année dernière, les importations ont dépassé de $91,-168,650 les exportations.

Le Président s'étend longuement sur la situation et aligne beaucoup de chiffres pour établir des calculs de conversion et d'assertionnement. C'est un compte qui a été fait bien souvent par les Jour-naux des Etats-Unis, et aussi par les orateurs du Congrès, et comme ceux du Président ne présentent rien de nouveau, nous nous dispenserons de les reproduire.

C'est un sujet de félicitations, dit-il, que les affaires du pays aient été si prospères pendant l'année dernière, qu'elles aient donné un surplus de revenu au gouvernement. Ce surplus devrait s'augmenter d'année en année à cause de la réduction de l'intérêt de la dette publique, et à cause du rapide accroissement de la population.

Ne voudrait-il pas mieux, dit le Président, puisque le revenu est en excès des besoins, réduire les taxes et imposer quelque peu le payement de la dette ?

Le moment est venu d'affranchir le fardeau d'une partie des charges qui pèsent sur lui, en pratiquant un système d'économie bien conçu et appliqué avec intelligence. Le secrétaire du trésor recommande avec raison l'abolition de toutes les taxes de revenu intérieur encore celles qui frappent le tabac et les liqueurs alcooliques. Le Président dit encore vrai à ce sujet concordant avec celles du secrétaire du trésor ; il croit également avec celui-ci qu'on pourrait abréger le timbre sur les allumettes, les cartes à jouer, les chèques et les mandats, ainsi que la loi en vertu de laquelle les banques et les banquiers sont assujettis sur leur capital et leurs dépôts.

L'opinion publique semble inclines dans ce sens. La taxe sur les dépêches est surtout injuste. Les nécessités de la guerre ont pu seules la faire accepter. Elle n'existe dans aucun autre pays. Le Président entre ici dans certaines explications qu'il juge nécessaires pour motiver son opinion.

Le tarif a besoin d'être révisé, mais on ne doit y toucher qu'avec précaution, afin de ne léser aucun intérêt.

Si la révision ne peut pas s'opérer pendant la session actuelle, une commission pourrait être instituée pour étudier la question sous tous ses aspects et préparer un travail qu'elle soumettrait au Congrès.

Le Président passe au rapport du Secrétaire de la guerre qui suggère une augmentation de l'effectif de l'armée. Pour protéger nos frontières et maintenir la paix intérieure, il nous faut 30,000 hommes, le maximum autorisé par la loi.

Sitting Bull et ses partisans sont maintenant prisonniers au Fort Randall. Les Indiens qui sont retirés dans leur territoire d'Utah. Le plupart des Apaches sont maintenant sur les terres réservées à la tribu.

Des troupes nombreuses sont devenues nécessaires pour maintenir la paix sur la ligne qui sépare le Kansas du Territoire Indien.

L'organisation permanente du service des signaux et du bureau qui indique la température est recommandée à cause de la grande utilité de ces deux branches.

Il conviendrait de fournir au département de la guerre, en février de la prochaine session du Congrès, les sommes nécessaires aux besoins des tribus.

L'attention du Congrès est appelé sur le rapport de l'ingénieur en chef, qui fait des suggestions relativement à l'état de nos fortifications et surtout des forts destinés à la défense des côtes.

Les observations du chef des ingénieurs sur l'amélioration de la Passe Sud du Mississippi et le projet d'un pont-tube sur le Potomac, à Georgetown, sont également signalés à l'attention du Congrès.

Le rapport de "l'Advisory Board" au sujet des moyens à adopter pour augmenter la marine de guerre est tout particulièrement recommandé aux représentants de la nation. La sécurité du pays, l'honneur et l'économie exigent impérieusement que la marine soit complètement réhabilitée. Les allocations nécessaires pour cet instrument préconisées à l'effet d'atteindre le but désiré.

Les Etats-Unis sont, à cette heure, en paix avec tous les gouvernements et n'ont pas de raisons de douter de la sincérité de leurs professions d'amitié, mais pour éviter aussi bien que pour repousser les dangers qui pourraient les menacer, il faut qu'ils soient prêts à toutes éventualités politique qu'ils jugeront sage d'adopter. Il faut que nous soyons prêts à défendre nos ports, à protéger nos intérêts sur les mers et les personnes et les biens de nos nationaux dans les pays étrangers.

Le rapport du maître de poste indique l'accroissement et l'efficacité du service. Les recettes de l'année fiscale s'élèvent à $36,499,916.58 ; celles des "money orders" à $295,581.39—ce qui fait un total de $36,785,397.97. Les dépenses, pour la même période, ont été de $39.251.736.46. Les recettes ont été de $3,469,918.63 de plus que l'année précédente et $4,575,397.97 de plus qu'il y a deux ans. Le nombre de lettres mises à la poste est d'un milliard de plus que l'année dernière.

Le nombre des fonds d'enregistrement privés pendant la dernière année fiscale est de $712,882 20, ce qui est une augmentation de $345,443 40 sur le chiffre de 1877. Il a été enregistré pendant l'année 8,338,919 lettres et pétitions. Ici, des détails sur certaines réformes postales qui seraient sans intérêt pour le lecteur.

L'année dernière, le service postal a embrassé un parcours additionnel de 2,490 milles de chemin de fer, occasionnant une dépense additionnelle de $1,-114,382. Par contre, le parcours par bateaux à vapeur a été réduit de 2,182 milles.

Le Président annonce que les auteurs des frandes des *star routes* (routes postales des desservies par des diligences) seront poursuivis avec toute la rigueur de la loi.

L'avocat-général recommande une réforme dans le système judiciaire des Etats-Unis. Il est, en effet, impossible que les cours fédérales et la cour suprême suffisent aux affaires qui sont portées devant elles. Le pays est devenu si vaste, les transactions si nombreuses, qu'il faut de toute nécessité multiplier ces tribunaux.

Le manifeste présidentiel, qui aborde les détails les plus minutieux de l'administration, signale les désordres qui ont existé dans l'Arizona et d'autres territoires et appelle sur ces faits regrettables l'attention du Congrès. Il passe ensuite au rapport du secrétaire de l'Intérieur qu'il analyse comme ceux des autres départements et dont il adopte les conclusions.

Le reste du message roule sur des détails secondaires qui n'offriraient aucun intérêt au lecteur.

L'heure avancée nous empêche de continuer l'analyse raisonnée du message présidentiel. Nous donnerons la fin demain.

LA PASSE DU SUD.

Il ressort du dernier rapport du secrétaire de la guerre que le contrat passé entre le gouvernement et le capt. Eads pour avoir un chenal à l'embouchure du Mississippi a été exécuté avec succès dans son entier. Toutes les conditions ont été remplies suivant le texte même des stipulations, et dans la période de deux ans, depuis la livraison du chenal à la navigation maritime, il n'y a eu qu'un défaut de quatre jours, non dans la profondeur mais seulement dans la largeur de la passe. Pendant ces quatre jours, cette largeur fut réduite à 110 pieds sur un seul point, et la drague est bientôt raison de cette légère différence.

Quatre payements trimestriels de $2,500 chacun pour le maintien de la passe, et deux payements semestriels de $25,000 chacun pour l'intérêt du million retenu, ont été faits entre les mains de M. Eads. Les dépenses totales du gouvernement pour cette amélioration s'élèvent jusqu'ici à $4,550,009. En conséquence le rapport du secrétaire de la guerre actuel est tout à fait d'accord avec le rapport de son prédécesseur sur le même sujet, et les résultats obtenus pendant une seconde année d'expérience pratique, ne permettent plus de douter de la permanence de cette grande et remarquable amélioration.

Cette réduction dans la largeur du chenal pourrait cependant se reproduire de temps à autre ; il faut même s'y attendre en raison de la quantité plus ou moins grosse d'eau qui coule en cet endroit, mais la réduction ne serait jamais que passagère, et n'aurait pas d'importance, puisque le chenal gagnerait en profondeur ce qu'il pourrait en largeur. La navigation n'en serait nullement compromise, et le commerce n'en éprouverait aucun inconvénient. Le Congrès avait prévu cela en faisant insérer dans le contrat comme condition, une largeur telle que, même réduite, elle pourrait suffire encore à trois ou quatre navires marchant de front. Le problème est donc bien et dûment résolu.

—Le Mahaleff Bitter est une boisson à la fois agréable au goût et tonique à la santé

Dans un article publié dernièrement, nous avons signalé l'état déplorable de notre marine de guerre, et nous avons réclamé le projet présenté par le commandant Shufeldt d'examiner cet important sujet. Le secrétaire de la marine, M. Hunt, dans son rapport annuel sur la situation de son département, s'occupe de la réorganisation de la marine fédérale, et déclare que l'état de cette marine réclame impérieusement l'attention du Congrès. Le secrétaire est de l'opinion que les intérêts commerciaux et étendus des Etats-Unis réclament une protection que, sous les ressources actuelles, il est impossible de leur accorder. Cette situation doit prendre fin. En conséquence, le secrétaire Hunt recommande l'adoption immédiate du projet présenté par la commission consultative, lequel consiste en la construction immédiate de quarante navires, dont quinze de première classe, avec un armement formidable et d'une vitesse remarquable.

Le 47me Congrès.

Nous appelons ce Congrès le 47me, mais non parce qu'il est entièrement nouveau ; il est, au contraire, la continuation de l'ancien si nous voulons en juger par le nombre des membres nouveaux qui sont entrés à la chambre. Cette chambre se compose de 293 représentants, dont 113 membres seulement ne faisaient pas partie du précédent Congrès ; mais l'introduction de ces 113 membres en change matériellement le couleur politique. Avant les dernières élections, les démocrates avaient la majorité ; ils choisissaient leur président et les officiers de la chambre. Ils viennent de perdre ces avantages précieux et dont ils étaient en possession depuis près de six ans ; ils ont perdu aussi, par conséquent, leur force pour la composition des comités ; les présidents de ces comités appartiendront tous au parti qui leur est opposé. En un mot, le contrôle des délibérations de la chambre sera exercé dorénavant par les républicains, et les tentatives d'exclusion qu'ils viennent de faire, bien qu'elles aient échoué, prouvent qu'un certain nombre d'entre eux, nombre heureusement très restreint, entendent profiter rigoureusement de leur supériorité numérique ; mais cette supériorité sera réduite à zéro, si les indépendants de la chambre, les groenbackers et d'autres, venaient à se séparer d'eux.

La majorité républicaine est donc fort précaire, et nous ne pensons pas qu'elle doive être regardée comme un danger grave pour les intérêts du Sud. Voilà le point capital.

Pendant les six années de contrôle démocratique à la Chambre, nous avons vu souvent les projets concernant le Sud appuyés avec autant de bon vouloir par les républicains que par les démocrates. Nous pourrions en donner pour exemple l'opinion du comité qui avait été nommé pour faire un rapport sur la demande du capitaine Eads relative au chemin de fer naval à construire dans l'Isthme de Tehuantepec. Comme ce chemin fut adversif, d'une manière toute particulière, le port de la Nouvelle-Orléans, on aurait pu présumer que les républicains, membres du comité, manifesteraient de l'hostilité contre une pareille entreprise. Ils montrèrent, au contraire, les meilleures dispositions, et si l'affaire fut renvoyée, au prochain Congrès, ce délai fut attribué à la Chambre qui, sous la présidence de M. Randall, s'empressa d'échapper à l'examen et à l'appréciation du projet en l'ajournant.

Sous le 46e Congrès, la Chambre en majorité démocratique, ne fit rien non plus, ni pour la navigation du Mississippi, ni pour le développement de nos relations avec le Brésil. En fait d'intérêts matériels, nous n'avons absolument rien gagné avec la majorité démocratique du Congrès et, sous ce rapport, nous n'avons rien à perdre. Nous ne déplorons pas moins ce revirement politique du pays qui a fait succéder sur le fauteuil présidentiel de la Chambre un républicain de l'Ohio à un démocrate de la Pennsylvanie ; c'est fâcheux pour les affaires générales de la politique, mais nous ne croyons pas que les affaires matérielles du Sud en souffrent beaucoup, et c'est là le point le plus important pour nous. Nous aurions plus à redouter l'influences du président Arthur qui ne s'est jamais engagé, que nous sachions, dans la politique économique de l'Ouest, quand son prédécesseur s'était prononcé de tout temps et avec énergie pour tout ce qui était de nature à favoriser le commerce de la grande Vallée, mais peut être le message de M. Arthur nous donnera satisfaction sur ce point.

Le gouverneur McEnery vient de nommer M. le Dr Charles Turpin, membre du Bureau de Santé en remplacement du Dr Jamison, démissionnaire. Le gouverneur a été bien inspiré. Il ne pouvait faire une nomination meilleure. Le Dr Turpin est un des hommes les plus distingués de la profession médicale, et son caractère universellement estimé sujourra un grand poids à ses opinions sur toutes matières dans les discussions et délibérations de ses collègues.

Nous remercierons toujours le gouverneur McEnery d'avoir saisi si promptement l'occasion d'introduire dans le sein du Bureau de Santé le Dr Fagot et le Dr Turpin, deux des hommes les plus instruits et les plus appréciés de notre population.

Le bal de citoyens de la Nlle-Orléans aux délégués français.

Le bal de l'Union Française et le bal militaire.

Nous sommes persuadés que les hôtes de la nation comprendront de la Nlle-Orléans, de son hospitalité et de ses chevaleresque empressement à leur faire un gracieux souvenir. Nulle part, d'ailleurs, il ne pouvait être plus cordialement reçus qu'à la Nlle Orléans, ville entre toute française et qui, tout en devenant américaine, a conservé, avec un sol religieux, la langue française, les idées et les mœurs françaises dont nous reçurent fondateurs avec les principes et le patriotisme américains.

Nous avons déjà annoncé que quelques-uns de nos plus honorables citoyens se sont formés en comité pour aviser aux moyens de fêter dignement les descendants de ces illustres frères qui furent les premiers amis et les alliés des Américains combattant pour leur indépendance. Les préparatifs en vue du grand bal qui sera donné, en leur honneur, le jeudi, 15 du courant, au Théâtre de l'Opéra, rue Bourbon, se poursuivent activement, sous la direction de MM. Ant. Carrière, Ad. Schreiber, G. T Beauregard, J. Shakespeare, A. Baldwin, Jos. Bayle, G. W. Nott.

Nous avons entendu dire que le comité de réception se composerait des messieurs dont les noms suivent :

Général G. T Beauregard, Juge-président R Bermudez, Gouverneur J D McEnery, juge W M Levy, juge N B Todd, juge Chas H Famer, juge Cha[illegible] Maurian, général Fred N Ogden, T D Miller, Antoine Cornillon, Jos T Elmore, D A Chauffours, Jules L'Oserbier, J H Shaffer, général Charles Glyan, J B Lallande, juge Alfred Hennen, T L Arnoux, J G Deslonde, Vicomte Paul d'Abzac, Auguste Rohr, R K Cornerotte, Jos A Shakespeare, Paul Fourchy, Albert Baldwin, Joseph Bayle, Wade Hampton, Gen. Ad. Schreiber, P Maspero, Comte A Groppi, Jno G Chaffe, Evan Dudley, C W Hillenkoetter, Octave Hoppe, Jos L Micheloud, Jos T Elmore, Henry D B Penn, Chas T Dugazon, Aristide D Rochon, Jos Choppin, Charles Lafitte, Jno T Harcin, J D Peet, G W Nott, Md Toby.

La colonie française, de son côté, se dispose à recevoir ces compatriotes avec éclat. L'Union Française a retiré l'inauguration de son magnifique édifice afin de la faire coïncider avec la réception qu'elle compte offrir aux touristes distingués. Il est question d'un concert qui sera suivi d'un bal.

—On sait que notre milice prendra part aux fêtes, que l'inspection de la première brigade de la Garde nationale aura lieu qu'après l'arrivée de la députation et qu'il s'organise un splendide bal militaire.

La Juste—Nous avons, dans un de nos derniers numéros, appelé l'attention publique sur une exposition de toile d'emballage de jute, fabriquée sous la direction de M. Thomas S. Spear, par la Crescent jute Manufactory ; nous apprenons aujourd'hui que le succès de M. Spear a été complet. Cent yardes de toile de jute ont été examinées par les personnes intéressés, et cette toile a été reconnue très propre à remplir toutes les conditions de sa destination. Désormais le jute va figurer parmi nos plantes textiles les plus productives. A M. Spear Rousseau d'avoir trouvé l'emploi le plus utile des produits de cet arbrisseau.

Le jute employée par M. Spear provient de l'habitation Putnam, paroisse St-Bernard. M. Putnam a donné mille acres de ses terres consacrés à la production de la jute.

LOUISIANE.

Extrait du *Lendemain*, [paroisse St Jacques] du 3 décembre :

Le temps s'est maintenu au beau pendant la semaine, et il y a tout lieu de croire que les planteurs n'auront pas trop à souffrir de la gêne du 24 novembre.

Le rendement est excellent et la moyenne par arpent de canne continue à être d'un beaucoup et demi de sucre.

On ne peut guère raisonnablement demander davantage.

Cependant, il nous semble qu'avec une bonne levée de cannes dans une terre bien meuble et préparée par des angrais, on doit pouvoir arriver à une moyenne de quatre boucauts par arpent.

Ce qui a été obtenu déjà, par conséquent, pourrait être considéré, si l'on s'y prenait bien. Tout dépend du travail et des engrais.

—Nous avons appris avec plaisir que M. Charles J. Johnson, qui a acheté Placide habitation du gouverneur A. B. Roman, se dispose à rétablir la sucrerie à moitié délabrée qui se trouve sur cette propriété, afin d'en faire une usine centrale.

M. Charles J. Johnson, comme M. Randish Johnson, est homme de progrès et comprend ses intérêts.

Les usines centrales et le système de fermage sont destinés à rendre à la Louisiane sa prospérité passée.

Il faut espérer que cet exemple sera suivi, et que la tentative, échouée pour tant par l'expérience, que nous ne pas à garder l'agriculture de l'Etat dans une ornière qui devient plus profonde chaque année.

Heureux à M. Charles J. Johnson, qui a pris cette initiative à Saint-Jacques.

Nos meilleurs souhaits accompagnent ce pionnier intelligent du progrès.

Soyons juste, cependant, et disons que ce qui va être tenté par M. Johnson sur une grande échelle et généralement, a déjà été fait avec succès, à Saint-Jacques, par plusieurs planteurs, qui ont passé au moulin les cannes de leurs voisins immédiats.

M. D. Jolly est de ce nombre, et quoique propriétaire d'une habitation assez vaste, il est très manifestement, en sucrier, comme on dit ici, que planteur.

A propos de M. Jolly, on nous dit que cet excellent citoyen que nous comptons au nombre de nos amis, a été frappé d'assez paralysie qui atteint tout un côté de son corps.

Nous espérons que ce n'est là qu'un accident, qui peut être à de trop grandes fatigues et nous faisons des vœux sincères pour le prompt rétablissement de notre digne co-paroissien.

—Dédié à St Jacques, le mardi 9 prochain, M. Auguste Beunier, natif de France et habitant notre paroisse depuis une quarantaine d'années.

Musique.—M. Philip Werlein, rue du Canal 126, a entassé tout le stock de musique française de M. et Mme Elie, et a aussi engagé leurs employés pour son propre magasin. Il attend d'Europe cet automne une nouvelle importation de musique française à la Nouvelle-Orléans. Werlein est un homme en vieille réputation et aussi, toujours à la disposition de ses clients pour toutes espèces de musique et d'instruments, particulièrement du grand piano de Chickering pour salons, pianos les plus beaux qui aient jamais été mis sur le marché. On trouve encore dans son magasin les pianos Mathushek, qui sont à l'épreuve de l'humidité. Il est aussi à des conditions faciles à remplir et les personnes qui ont besoin de quelques cents en fait de musique ou d'instruments sont invitées à visiter son magasin.

L'Exhibition musique et délicieuses concoctions, tous les soirs, au Jardin Wagner.

"Les Garfield Avengers—tel est le nom d'une association qui compte au Nord et à l'Ouest de nombreux adhérents. Son nom indique le but qu'elle veut atteindre. Le siège principal est à Milwaukee. Son président, dit la prisonnier est : Pendre Guiteau. Si le juré trouve Guiteau coupable et qu'il soit pendu, tout est pour le mieux ; mais si, au contraire, Guiteau, reconnu fou, échappe à l'échafaud, les Avengers, au nombre de dix mille, et bien armés, s'empareront de jage, du juré, de Guiteau, et les pendront à la même potence.

Décédés, hier, à deux heures et demie de matin, à l'âge de 26 ans, THEODORA PELAYO, épouse de P. V. Ballenger. Les amis et connaissances des familles mentionnées, ainsi que les membres de la Société des Fils de la Louisiane et des Associations de Bienfaisance "Southern" et "St-Maurice" sont respectueusement invités à assister à son funérailles qui auront lieu cette après-midi, à trois heures et demie. Le convoi funèbre partira de sa dernière résidence, 73 rue Annette, entre Villiers et Roberdeau.

Bonne Nouvelle.

Une bonne ménagère colonelle pour la repos de l'âme de feu DOMINIQUE DURROUX, sera célébrée à l'église Ste-Marie (Annonciation), VENDREDI, 9 décembre 1881, à 7 1/2 heures du matin. Les amis et connaissances de la famille sont respectueusement invités à y assister.

6 déc—2f

Avis au public qui brûle du coton—Nouveau système de la Cie de la Nlle-Orléans, 9 décembre 1881.—Avis est donné au public que le prix du coton a été réduit, et que les vues non-payées sont dues en tout qui portent le numéro 1 jusqu'au 20 décembre 1881. Après cette époque, ceux qui seront faits des porteurs seront faits des porteurs seront faits des porteurs.

Les certouches ne seront pas portées à domicile.

J. SAGET.
No 198 rue de Chartres.

4 déc—2f

Compagnie des New Orleans Insurance Association.—108 rue St Jean—Nouvelle-Orléans, 6 décembre 1881.—L'élection annuelle de douze directeurs de cette Association pour ensuite l'année aura lieu au bureau de la Compagnie de l'Association LUNDI, le 26 décembre 1881, de 10 heures A. M. à 3 heures P. M.

7 déc—2f 26 déc LEON HERNS, Secrétaire.

Barils à mélasse à vendre à bas prix !

3000 BARILS à mélasse No 1, de diverses grandeurs, seront mis en vente à bas prix, en bloc ou en détail, à la vue de la Douane ou à bord du steamer *Natchez*, qui est en face le magasin de Soulisse, coin des rues Clio et Howard, et au No 13 de la rue Front. 7 déc—1m DMJ

La fête de l'Immaculée Conception donné une de celles que célèbre l'Arah confrérie des "Marie Christiennes," la Présidente porte les Dames qui en font partie à se réunir à la Messe qui sera dite à 7 heures, LUNDI, 9 décembre.

7 déc—1t

Législature de la Louisiane.

SESSION EXTRAORDINAIRE.

Second jour.

Sénat.

Le président Robertson appelle le Sénat à l'ordre. 24 membres répondent, nombre suffisant pour constituer.

Le secrétaire John A. Smith offre sa démission qui est acceptée.

ELECTION DES JUGES.

Par M. Pellanga—Continuation des séances d'une enquête à Pointe.

Par M. Walton—Transfert de fonds pour des affaires de Levée.

Une résolution de M. Marston portant qu'aucune augmentation de salaire ne sera accordée à aucun employé du Sénat, pendant la session, est adoptée.

Le bill des impressions présenté par M. Hollock, subit un second lecture et est référé au comité.

Le Sénat s'ajourne à mercredi à midi.

Chambre des Représentants.

Président élu M. Ogden.

77 membres répondent à l'appel.

Un congé est accordé à M. Allain pour cause de la maladie d'un de ses enfants.

Une communication du secrétaire transmet la nomination de l'élection de Wm. A. Seay à la place de R. C. Cain, décédé, dans la paroisse de Caddo.

L'orateur annonce que les comités rapporteront ce qu'ils sont. Les places vacantes seulement seront remplies.

Aucune objection n'est faite à une résolution de M. Harris, de Soto, portant qu'un bureau d'assesseurs d'Etat ne fait pas besoin et n'est pas demandé.

Plusieurs notices de bills sont données.

M. Munday présente un rapport d'après lequel le secrétaire et l'huissier sont autorisés à remplir les vacances. Adopté.

M. Cosgrove demande que les bills présentés soient imprimés.

M. Hinderhaim demande que l'imprimation soit bornée aux bills recommandés par le gouverneur. La motion de M. Cosgrove prévaut.

Après discussion sur la question de référer le message du gouverneur, il est décidé qu'il y a un comité permanent pour le publication des débats.

M. Ogden, de Rapides, présente un bill pour élever le revenu de l'Etat, après quoi la Chambre s'ajourne à mercredi.

LOUISIANE.

Extrait du *Lendemain*,